

# Relations entre citadins et paysans

par

Marie FOLLONIER-QUINODOZ

Je vous remercie de l'intérêt que vous portez aux choses paysannes et de cette curiosité sympathique qui vous amène jusque dans nos villages, afin de connaître les aspects si divers de notre pays\*. Cet intérêt est d'autant plus remarquable que vous avez tous votre travail et vos soucis qui vous laissent peu de temps libre et orientent vos esprits dans une direction fort éloignée de l'agriculture.

Une meilleure connaissance de certains problèmes propres à la campagne, de l'état d'esprit du paysan, de ses efforts, de ses luttes, de ses regrets, de ses espoirs et de ses joies peut vous donner, dans le cadre de vos activités, une perspective plus juste et influencer d'une manière heureuse vos jugements.

Je vous dirai, si vous voulez bien m'écouter, quelques mots sur les relations entre citadins et paysans. Je fais appel à votre indulgence. Je n'ai pas l'habitude de parler devant une assemblée comme celle-ci et le sujet est vaste et complexe. Je ne ferai d'ailleurs que l'effleurer. Je ne prétends pas être objective. J'exposerai le point de vue des campagnards que nous sommes.

Dans nos vallées, les relations entre citadins et paysans sont excellentes. Ici, comme dans beaucoup d'autres villages valaisans, nous avons la chance d'avoir dans nos chalets des citadins qui s'intéressent à notre travail, qui nous font part de leurs difficultés,

\* Exposé présenté à La Sage, le 1er octobre 1966, au «chapitre d'été» des Comices agricoles de Sion, puis, le 4 octobre 1970, à Evolène, à la Société d'Histoire du Valais Romand.

avec lesquels nos relations sont cordiales, très souvent amicales, parfois même affectueuses, sans que la différence de situation ou de milieu social les influence. Le citadin en vacances, détendu, éloigné de son travail et de ses soucis, se livre plus entièrement et plus spontanément qu'il ne le ferait chez lui. Il nous donne le meilleur de lui-même, il nous apporte ses connaissances, un peu de sa culture et, par lui, une fenêtre nous est ouverte sur des mondes très divers.

Ce que nous lui donnons en échange, à part la beauté du paysage et la douceur du climat est, par comparaison, bien modeste. Je crois qu'il aime nous retrouver toujours au même travail, semblables à ce que nous étions hier, et cela lui donne un sentiment de quiétude et de stabilité. Il semble donc absurde de parler de difficultés dans ces relations. Néanmoins, elles ne sont pas aussi aisées qu'elles le paraissent, car le paysan et le citadin vivent dans un milieu très différent et cette différence s'accroît toujours davantage.

Le citadin vit dans un monde où l'homme est tout et fait tout. De lui dépendent l'ombre et la lumière, la chaleur et la fraîcheur. Pour lui, les distances ne comptent pas. Le travail s'effectue systématiquement. Lorsque les uns le quittent, d'autres le continuent. L'homme dirige tout, transforme tout. Il veut faire vite et grand. Il est à peine soumis aux servitudes du temps et de la nature.

Le campagnard, lui, doit compter avec tous les éléments: le soleil, la pluie, le vent lui dictent son travail au jour le jour. La maladie et la fatalité lui donnent une juste mesure de ses possibilités et de son rôle, grands peut-être lorsque tout va bien, mais modestes quand la malchance s'en mêle. Il prend ses décisions sans jamais être sûr d'avoir raison ou tort. Ce qui semble évident aujourd'hui sera peut-être absurde ou inutile demain. Il passe pour indécis alors qu'il n'est que prudent. Il n'aime que les changements progressifs auxquels il peut s'adapter. Il a le sens du provisoire et du relatif.

Chacun donc a une vue différente de chaque chose, selon qu'il est d'ici ou d'ailleurs, et cela apparaît à tout bout de champ, d'une façon amusante dans les rapports simples et cordiaux de la vie journalière, mais vexante et parfois dramatique lorsqu'il s'agit de la vie sociale et économique.

Dès la première rencontre, ces différences surgissent. Le paysan, quand il est à son travail, n'a pas l'habitude de tendre la main aux personnes qu'il rencontre. Le citadin en conclut qu'il ne connaît pas la plus élémentaire politesse. La politesse, pourtant, interdit de tendre une main qui n'est pas propre ! Le paysan a

manié la terre ou l'herbe, il a trempé sa main dans l'eau qui, en séchant, l'a durcie. Le paysan entre le premier dans sa maison, et le citadin ne pense pas qu'il doit le faire pour s'assurer qu'il n'y a pas un outil mal posé ou des matériaux en équilibre instable qui pourraient provoquer un accident.

Celui qui arrive de la ville, épuisé par le bruit et la poussière, aspire l'air avec délices; il ferme les yeux pour savourer le silence, puis il se détend au soleil et regarde avec ravissement le ciel, les montagnes ou les petites fleurs. Il est vexé si, au cours de la conversation, le paysan n'est pas à son diapason et songe au travail qui l'attend, à l'orage qui menace et à un petit gain supplémentaire occasionnel, toutes choses importantes pour lui, car il dépendra d'elles qu'il puisse garder sa terre, faire vivre sa famille, donner à ses enfants un peu d'aisance et de culture. Ses vacances ne coïncident pas avec celles de son visiteur.

Par contre lui-même aura de la peine à accepter que celui qui lui parle en termes si élogieux de ses coutumes, du paysage ou des fleurs dont il est émaillé, tourne sa voiture au milieu d'un pré, massacrant en quelques secondes ces belles fleurs dont il parlait il y a un instant et la récolte attendue depuis des mois. Le paysan, qui lève disgracieusement son pied bien haut pour ménager les plantes, voit d'un coup débarquer cinq à dix personnes qui, pour un bouquet de lis ou d'anémones, piétinent sans pudeur des centaines de mètres carrés.

Lorsque la conversation s'engage, les différences ressortent à chaque instant. Le campagnard a appris son français à l'école et il l'écrit d'une manière plus ou moins correcte. Mais quand il parle, le mot juste lui échappe souvent; il traduit sa pensée en un langage symbolique, nuancé, malhabile sans doute mais non sans pittoresque. Le visiteur sourit, plus ou moins amicalement. Lorsque vous le quittez, le campagnard vous dit son regret par ces mots: «Tu est loin», car il sait qu'en partant, le citadin est déjà en pensée à son lieu d'arrivée.

Si le paysan fait un projet ou une promesse en ajoutant un «peut-être», un «j'espère», ou un «si Dieu le veut» qui vous exaspère, c'est que nul mieux que lui ne connaît les imprévus que lui dicte son travail au jour le jour. Lorsque vous lui racontez vos maladies, les opérations que vous avez subies, les ennuis de votre ménage ou les soucis d'amour de vos enfants et que, confiance pour confiance, il vous parle d'une vente peu satisfaisante ou de sa peur du dentiste, vous penserez qu'il n'a que des soucis mineurs. Mais vous ignorez qu'un paysan ne parle que rarement de ses soucis graves et de ses ennuis importants. C'est ainsi, s'il a des

difficultés financières, qu'il vous parlera d'un habit payé trop cher ou d'un outil qu'il voudrait bien acquérir, mais il ne dira rien de l'annuité qu'il devra verser dans quelques jours à la banque, sans qu'il sache où il trouvera l'argent. En ce qui concerne la vie de famille, le mari se plaindra que sa femme ne sache pas faire la salade ou elle, que son mari soit de mauvaise humeur lorsqu'il a bu un verre. De tous les drames qui marquent sa vie autant que celle du citoyen, il ne dira pas un mot.

Et voilà comment le campagnard et le citoyen en arrivent à avoir l'un de l'autre une opinion pas toujours flatteuse. Que d'anecdotes amusantes ne raconte-t-on pas sur le paysan qui sacrifie tout pour sa reine d'alpage ! Mais lui, il s'amuse de la constance avec laquelle le citoyen se complique la vie avec un chien, dont il doit tenir compte pour ses invitations, ses soirées et même ses vacances, et qu'il condamne à la vie à coups de médicaments.

Dans le domaine des choses sérieuses, cette différence de conception est ressentie par le paysan avec intensité, et parfois avec amertume. Il n'y a pas si longtemps, nos régions étaient essentiellement paysannes. Dans chaque commune, les problèmes étaient discutés et résolus par des paysans, pour des paysans. Ceci n'est plus le cas aujourd'hui. Si le nombre des agriculteurs a diminué d'une manière considérable, leur influence, elle, s'est réduite d'une manière spectaculaire. Dans le cadre de la commune, les postes dirigeants sont desservis par des instituteurs, des hôteliers, des employés fédéraux qui ont plus de temps libre pour remplir les obligations qu'imposent les réunions diverses et la paperasserie administrative. A Evolène, par exemple, sur quinze conseillers, deux sont paysans. Et de plus en plus, les décisions importantes, essentielles pour la vie paysanne, sont prises à l'extérieur, par des gens compétents, bien sûr, mais pour qui la campagne n'est qu'un souvenir de jeunesse ou de vacances. Ainsi le paysan se sent-il chaque jour un peu plus solitaire, un peu plus dépendant, un peu plus mené, parfois contre son gré.

Depuis quelques années, on a beaucoup de sollicitude pour le monde paysan : on s'attendrit sur son sort, on lui octroie généreusement des subsides, on lui prodigue des conseils. On lui prouve à coups de statistiques, de schémas et de thèses que la manière dont il travaille est aberrante et que, s'il est pauvre, c'est qu'il ne sait ni s'organiser, ni planifier, ni calculer, et l'on étudie avec beaucoup de bonne volonté des remèdes à tous ces maux. On fait pour lui de grands projets, on légifère pour que, aujourd'hui ou plus tard, il s'adapte. On veut son bonheur, parfois malgré lui.

Tous veulent le bien du paysan, et si celui-ci n'est pas heureux, c'est qu'il a la tête plus dure que celle de son mulet.

Loin de moi l'idée de nier ce qu'il y a de bon dans cette conjugaison d'efforts, de bonnes volontés et d'essais très loyaux d'améliorer la condition paysanne. Il n'en reste pas moins que, très souvent, ces efforts vont à fins contraires.

Certes, les subsides sont bienvenus. Mais le paysan préférerait, à une aumône mal déguisée, la valorisation et le respect de son effort. Dans beaucoup de cas, une aide indirecte des pouvoirs publics serait mieux accueillie, plus utile et plus juste. Je ne citerai qu'un exemple: vous savez qu'il est très difficile de recruter le personnel nécessaire pour les alpages. L'Etat et les fédérations facilitent les démarches pour l'engagement d'étrangers. Mais, souvent, lorsqu'ils arrivent, ceux-ci n'ont jamais vu de bétail et cherchent le pis des vaches près de la sonnette. Or, ne serait-il pas préférable de déléguer sur place quelqu'un de compétent, parlant la langue du pays, pouvant s'assurer que les personnes engagées sont capables de faire le travail qui leur sera demandé ? Quelle économie pour le paysan, condamné à payer de gros salaires à des laissés-pour-compte de toutes les entreprises ! Et je ne parle pas du meilleur rendement. Que représentent quelques centaines de francs reçus sous forme de subsides, en comparaison de toutes ces dépenses inutiles ? Le découragement qui en résulte pour le propriétaire, ajouté à bien d'autres déceptions, précipite sa décision d'abandonner la terre.

Les techniques modernes ont mis à la disposition des paysans des outils qui lui facilitent beaucoup le travail. Tels ces faucheuses et ces tracteurs que vous rencontrez souvent. Pour que ces machines soient rentables et efficaces, il aurait fallu disposer de routes agricoles sillonnant toutes les régions exploitables. Or, jusqu'à il y a deux ans, les subsides n'étaient accordés que si ces routes étaient aménagées dans le cadre d'un remaniement parcellaire. Et maintenant que l'on pourrait les obtenir plus facilement, les opinions sur leur nature divergent. Le paysan voudrait des routes simples, permettant l'accès aux tracteurs, desservant les propriétés, mais ne massacrant pas inutilement les terrains. L'ingénieur parlera de murs, ponts, pentes et courbes, tant et si bien qu'une vraie route surgira. La facture et les dégâts seront proportionnels. Et il n'y aura souvent que le choix entre une vraie route coûteuse ou rien.

Le remaniement parcellaire n'est pas toujours souhaitable, en montagne bien entendu. Tout d'abord, il est très onéreux, malgré les subsides élevés. Les travaux d'art sont nombreux et fort coû-

teux, et la part de chacun, supportable pour un propriétaire ayant un petit capital, l'est beaucoup moins pour celui qui a peu de rentrées ou du déficit.

D'autre part, il y a là un problème moral et sentimental dont personne ne paraît se soucier. Si le paysan reste encore dans son village, c'est dans une certaine mesure par habitude et manque d'imagination, mais surtout parce qu'il demeure profondément attaché à ses souvenirs d'enfance et d'adolescence, à son travail et à cette terre qui est la sienne, celle de sa famille, celle où des générations d'ancêtres ont durement peiné et qu'ils lui ont transmise. Pas une pierre qui ne lui rappelle un incident, pas un chemin qu'il n'ait parcouru avec une personne chère, pas un mur qui ne lui parle de ses parents et de ceux qui les ont précédés, de ses peines aussi et de ses chagrins. Il n'a pas besoin d'écrire le journal de sa vie. Tous les feuillets en sont ouverts devant lui à chaque détour de chemin, sur chaque parcelle et en toute saison. Le travail serait tout autre dans une prairie lotissée où il n'y aurait plus que du foin à faire pousser et à récolter.

Croyez-moi: s'il ne s'agissait que de la rentabilité du travail, il y a longtemps que la plupart seraient descendus en plaine où des fermes attendent preneur...

C'est ce même attachement profond qui ramène chez nous, après dix ou vingt ans d'exil, ceux qui sont partis en France ou ailleurs et qui reviennent gratter leurs champs éparpillés.

Détacher le paysan de ses souvenirs, c'est à coup sûr le déraciner, le détourner de la terre. Un regroupement parcellaire facultatif, facilité et appuyé par les pouvoirs publics, par exemple sous la forme de dégrèvement de frais d'actes d'inscription au Registre foncier, de transfert de charges, ainsi que la constitution d'une commission permanente à la disposition des propriétaires pour renseignements et taxes, aurait beaucoup de chance de réussir, plus lentement, il est vrai, mais à moins de frais et avec plus de satisfactions pour chacun.

Un article de la loi sur les améliorations foncières stipule que, pour les décisions concernant de grands travaux tels que remaniements parcellaires, regroupements d'alpages et autres vastes entreprises, capables de transformer l'économie de toute une région, les propriétaires qui ne participent pas au vote sont considérés comme acceptants. En Suisse, le respect de la majorité est absolu, et une majorité est vite trouvée lorsque l'on fait voter les morts, les absents, les malades, les vieillards, les enfants et les indécis. Que peut le paysan contre cette foule ? La formule était simple, il suffisait d'y penser.

Dans un tout autre ordre d'idées, le Valais a, dès 1962, réorganisé l'enseignement public. Je n'ai aucune compétence pour juger d'une chose aussi importante et délicate. Mais je puis dire que le nouveau régime est dramatique dans ses conséquences pour le paysan.

La prolongation de la scolarité qui, il convient de le relever, n'a pas augmenté de beaucoup le nombre d'heures de travail effectif, prive le paysan de l'aide précieuse de ses enfants durant le mois de septembre, une partie du mois d'octobre et bientôt peut-être du mois de juin. Déjà surchargé de travail, ne trouvant plus de main-d'œuvre accessoire, il se voit contraint de s'occuper lui-même de son bétail alors que, dans le passé, ses enfants suffisaient à cette tâche. Aux alpages, deux ou trois postes, traditionnellement occupés par des jeunes, doivent désormais être pourvus par des adultes. Non seulement les frais sont plus élevés mais, et surtout, ces jeunes n'auront plus le même intérêt pour l'exploitation familiale et ils en accepteront avec plus de peine les difficultés.

L'enseignement secondaire généralisé est une excellente chose en soi. Mais il a aussi des inconvénients dont on n'a pas mesuré toutes les conséquences. Les écoles primaires sont dévalorisées. D'excellents maîtres sont condamnés à enseigner aux petits et aux laissés-pour-compte. Nombre d'élèves qui, bien qu'assez doués, ne réussissent pas l'examen, doivent ou bien aller étudier en ville, aux frais de leurs parents, ou bien perdre une année car, dans leur école, il n'y a plus assez d'élèves pour justifier un enseignement qui corresponde à leur degré.

Croyez-vous que, après deux ou trois ans d'études, ces jeunes gens, guère plus cultivés que leurs parents en dépit de quelques notions d'algèbre et d'allemand, regagneront leur village pour y cultiver la terre ? Quelques-uns continueront leurs études, mais la plupart feront l'apprentissage d'une profession qui n'existe pas chez nous et s'établiront ailleurs. D'autres estimeront que l'argent procure la liberté et ils s'engageront comme ouvriers loin de leur famille.

C'est ainsi que, lentement et inexorablement, le métier de paysan se dévalorise. Les plus intelligents sont attirés hors du circuit, et ceux qui restent, même s'ils le font par goût, passent pour s'y être résignés par incapacité.

Petit à petit, l'horizon s'assombrit. On veut sauver le paysan mais, par toutes sortes de moyens, on épuise ses sources vives et ses raisons de croire en l'avenir. Il a le sentiment de survivre dans un monde condamné et il n'ose plus demander à ses enfants de prendre la relève.

Je pourrais vous parler de nombreux autres problèmes, tout aussi importants. Mais rassurez-vous, je ne tiens pas à vous faire mourir de faim et d'ennui. Je me bornerai à relever encore l'effet néfaste qu'a eu, sur la consommation du lait, la campagne publicitaire contre la tuberculose et la brucellose. Peu de gens osent encore boire du lait non pasteurisé, et pourtant, notre génération est une preuve évidente que le lait normal ne tue pas.

Je voudrais parler des conventions régionales et internationales qui régissent l'écoulement de nos produits, ou de l'influence de certains systèmes destinés à améliorer le rendement agricole, comme le contrôle laitier, qui a réussi à faire acheter à l'étranger des fourrages concentrés en quantités industrielles, afin d'augmenter la production laitière, alors que nous devons faire refondre des milliers de tonnes de fromage par an; ou encore du droit successoral qui, s'il était appliqué, mettrait le paysan sous le joug des banques, dresserait contre lui les membres de sa famille qui auront dû céder leur part, abolissant d'un seul coup cette attache, cette solidarité familiale qui est l'une des grandes qualités de notre population.

Et, par contrecoup, ceux qui auront choisi une autre profession se sentiront exclus de la communauté et n'auront plus ni intérêt ni plaisir à revenir dans leur village, même pour des vacances. Mais passons...

Aussi le citadin ne peut comprendre que le paysan soit soucieux et parfois aigri, après tant d'efforts et de changements destinés à améliorer sa condition, et le paysan ne comprend guère plus facilement que tout ce qui se fait avec une évidente bonne volonté en sa faveur, se solde souvent par des ennuis supplémentaires et des échecs.

La conclusion, la voici: le paysan a amélioré sa condition et facilité son travail; mais chaque jour il a un peu moins d'indépendance, un peu moins d'espoir et de certitude pour son avenir et celui de sa famille. Il n'a plus le sentiment de faire œuvre durable et il se dit que si son but ne consiste qu'à gagner son pain quotidien et à décorer le paysage, il peut tout aussi bien faire un autre métier où l'on travaille quarante-huit heures par semaine et où le salaire arrive à la fin de chaque mois.

Ce raisonnement, les trois quarts des paysans le font et ils sont nombreux, chaque année, à renoncer et à choisir la facilité.